



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

30-04-2014

Alstom : engager la lutte tout de suite !

Il serait sans doute intéressant, mais certainement trop long d'expliquer le parcours industriel d'Alstom, les richesses produites par le travail des ouvriers, la diversité des métiers, l'utilité des productions pour le développement économique et social du pays.

Les luttes très fortes des travailleurs d'Alstom au cours de l'histoire sociale de l'entreprise ont chaque fois fait échec autant que possible à la rapacité des actionnaires. Mais pour le capital, une entreprise ne se juge pas à son efficacité sociale mais à sa rentabilité, à son niveau de profit pourvu qu'il soit le plus haut possible.

Alstom est donc aujourd'hui sous les feux de l'actualité.

Pourquoi aujourd'hui et pour quelles raisons ?

Nous expliquons souvent que le capital n'a pas d'autre choix que se développer, d'accumuler du profit, sinon il meurt. Dans cette course au profit, les multinationales se livrent une concurrence sans merci, c'est à celle qui mangera l'autre, qui parviendra à s'accaparer les profits de l'autre.

Les travailleurs sont au centre de cette course folle, ils en payent les frais : licenciements, fermetures partielles ou totale des entreprises, délocalisations, démantèlements sont les conséquences économiques. Baisse des salaires, suppression des acquis sociaux, aggravation des conditions de travail (Alstom est condamné pour avoir empoisonné des salariés en utilisant l'amiante) sont les conséquences sociales.

Cela entraîne difficultés de vie aggravées pour les travailleurs mais aussi dépeçage de l'industrie, casse de tout un tissu indispensable pour satisfaire les besoins nationaux et préserver l'indépendance nationale.

Avant Alstom, il y a eu toute la sidérurgie, la machine- outil, le textile, l'horlogerie, les fonderies pour ne citer que les plus grosses industries. Ça continue aujourd'hui

avec l'automobile (V.L et camions), les raffineries, l'agroalimentaire, la téléphonie, les privatisations qui concernent l'eau, le secteur de l'énergie (EDF), les transports. Les vautours du capital guettent les énormes profits à réaliser et suivant les circonstances ils choisissent de s'éliminer ou de fusionner, nous sommes dans ce cas aujourd'hui avec Alstom, les conséquences sont connues.

Il n'y a que les luttes pour les arrêter et il est urgent de le faire.

Alstom aujourd'hui, c'est 20,2 milliards de chiffres d'affaires, un résultat net de 802 millions et 18 000 travailleurs en France.

C'est le numéro un mondial dans la fabrication de centrales électriques, dans les turbines d'alternateurs hydrauliques, dans les systèmes antipollution des centrales à charbon. C'est aussi le numéro un mondial dans la fabrication des trains à grande vitesse (TGV), dans les trains pendulaires, les trains de banlieue, régionaux, les tramways.

Pas étonnant que l'entreprise fasse l'objet de tant de convoitises.

Déjà en 1999, Alstom vend à Général -Electric (l'américain) la totalité de son activité turbines- gaz.

A la suite de difficultés dues à son introduction en bourse et d'un dividende de 500 millions d'euros versés à ses deux actionnaires principaux, l'Etat français vient à la rescousse en 2004 et injecte 2,2 milliards de fonds publics.

C'est ce que les commentateurs politiques de l'époque ont appelé « nationalisation partielle », alors qu'il s'agissait en fait d'assurer aux actionnaires (anciens et futurs) un niveau de profit « acceptable ».

Francis Meir, ministre de l'industrie de l'époque et Sarkozy, ministre des finances vont exiger le démantèlement de l'entreprise : création de Cegelec (activité électrique, électromécanique), vente de l'activité transmission et distribution pour 913 millions à Areva en 2006, vente partielle également en 2006 des chantiers navals à Saint-Nazaire. Bouygues rachète les parts de l'Etat la même année ce qui lui permet de réaliser une opération financière juteuse payée par le peuple français. Et le démantèlement se poursuit : en 2010 Alstom intègre la branche transmission d'Areva et Schneider- Electric, vend les 17 % des chantiers navals qui lui reste à STX pour 125 millions, supprime 600 emplois en 2012 à Belfort dans un atelier de fabrication d'ailettes de turbines, et vient de vendre une entreprise à l'allemand Triton pour 730 millions d'euros.

Au cours de ces années 13 000 emplois sont supprimés.

Voilà très rapidement tracé ce qu'il faut savoir d'Alstom pour comprendre qu'il n'y a surtout pas de solution dans ce que proposent les multinationales, leur unique but est de s'emparer de l'entreprise pour augmenter leurs profits.

Pas de solution non plus du côté des politiques qui sont tous d'accord pour vendre l'entreprise, il n'y a que la forme qui diffère.

Tous d'accord pour poursuivre cette politique de casse avec ses conséquences économiques et sociales désastreuses.

Rien d'étonnant de la part du pouvoir socialiste et de la droite qui approuvent toutes les décisions des multinationales. Rien d'étonnant non plus de la part de Mélenchon qui vient de révéler son accord. Son discours « révolutionnaire » et son verbe haut ont fait long feu. Il préconise une « nationalisation partielle et temporaire » autrement dit la même solution que Sarkozy en 2004, on en mesure

les conséquences aujourd'hui. Même discours du Parti Communiste Français : « l'Etat doit prendre ses responsabilités et priver les patrons d'Alstom de leur droit divin ». Le parti communiste s'en remet à l'Etat capitaliste pour intervenir !! On croit rêver, le pouvoir actuel accepte et accompagne toutes les mesures dictées par les grands groupes capitalistes.

Du côté des syndicats : FO déclare « nous n'avons jamais été effarouchés par la nationalisation (ah bon !), y compris si elle doit avoir un caractère temporaire », FO-Mélenchon : même combat !!

La CFDT est dans sa logique de courroie de transmission du MEDEF : « pas de précipitation dans les décisions » « il faut négocier » etc.

La fédération de la métallurgie CGT déclare que « c'est le coût du capital qui est le problème ».

Ne serait-ce pas le capital lui-même ? Son existence ? La CGT ne le dit pas.

Comme on le voit, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes

Il n'y a pas de temps à perdre, il est urgent d'engager la lutte, les leviers de l'industrie doivent revenir au peuple. La nationalisation totale et immédiate, c'est la seule solution pour arrêter la casse, la seule solution pour répondre aux besoins de la nation.

www.sitecommunistes.org